ART. 2. — Pourront prendre part aux concours sur titres :

a) pour l'accès à l'emploi de Secrétaire d'Ambassade

Les candidats possédant la nationalité tunisienne depuis cinq ans au moins, âgés de 35 ans au plus au 1^{er} janvier 1967 et titulaires d'une licence d'enseignement supérieur ou d'un diplôme équivalent;

b) pour l'accès à l'emploi d'Attaché d'Ambassade :

Les candidats possédant la nationalité tunisienne depuis cinq ans au moins, âgés de trente ans au 1^{er} janvier 1967, titulaires du Baccalauréat de l'enseignement secondaire ou d'un diplôme équivalent.

ART. 3. — Le Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Fait à Tunis, le 24 juin 1967

P. Le Président de la République Tunisienne
Le Secrétaire d'Etat à la Présidence
et par délégation.

BAHI LADGHAM.

NOMINATION

Par décret N° 67-204 du 4 juillet 1967 :

M. Mahmoud Mestiri, Ambassadeur, est désigné en qualité de Représentant Permanent de la Tunisie auprès des Nations-Unies à New-York, à compter du 1^{er} juin 1967.

CONCOURS

Arrêté du Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères du 24 juin 1967, portant ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement de Secrétaires et d'Attachés d'Ambassade.

Le Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères,

Vu le décret n° 67-200 du 24 juin 1967, fixant les règles exceptionnelles et temporaires de recrutement de Secrétaires et d'Attachés d'Ambassade et notamment son article 1^{er};

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Il est ouvert deux concours sur titres pour le recrutement de 11 Secrétaires d'Ambassade et de 2 Attachés d'Ambassade, dans les conditions fixées par le décret susvisé n° 67-200 du 24 juin 1967.

Toutefois le nombre des places mises aux concours pourra être augmenté dans la limite des postes effectivement vacants à la date des dits concours.

ART. 2. — Le jury sera composé conformément aux dispositions du décret du 6 octobre 1955.

ART. 3. — Les candidatures devront être déposées ou postées le 31 août 1967 au plus tard, à l'adresse du Secrétariat d'Etat aux Affaires Etrangères (Service du Personnel).

Les demandes d'inscription, établies sur papier libre, devront être accompagnées des pièces suivantes :

A) Candidats n'appartenant pas à l'Administration :

- 1) Deux extraits des registres de l'Etat Civil;
- 2) Un extrait du casier judiciaire ayant moins de 3 mois de date au jour de la demande;
- 3) Copies dûment certifiées conformes du ou des diplômes permettant de se présenter au concours considéré;
- 4) Certificat d'un médecin assermenté désigné par l'Administration ou d'un médecin de la Santé Publique, attestant que le candidat n'a pas d'infirmité apparente ou cachée et qu'il est apte à exercer ses fonctions aussi bien en Tunisie qu'à l'étranger;

5) Curriculum vitea et deux photographies du candidat,
6) Le cas échéant, attestation des services civils accomplis par l'intéressé.

B) Candidats appartenant à l'Administration :

1^o) Une attestation du Chef de l'Administration certifiant que toutes les pièces énumérées au paragraphe A ci-dessus (de 1 à 5) figurent au dossier personnel de l'intéressé, y compris le cas échéant le certificat réglementaire de visite physiologique;

2^o) Un relevé détaillé, avec pièces justificatives à l'appui des services civils accomplis par l'intéressé. Ce relevé est certifié exact par le Chef d'Administration.

Tunis, le 24 juin 1967

Le Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères,

HABIB BOURGUIBA JR.

Vu :

Le Secrétaire d'Etat à la Présidence.

BAHI LADGHAM

SECRETARIAT D'ETAT AU PLAN ET A L'ECONOMIE NATIONALE

PRIX DES CEREALES

Décret N° 67-201 du 3 juillet 1967 fixant le prix et les modalités de paiement, de stockage et de rétrocession des céréales, fèves, féveroles et pois-chiches pour la campagne 1967-68.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

Vu le décret-loi n° 62-10 du 3 avril 1962, portant création d'un Office des Céréales, Légumineuses Alimentaires et Autres Produits Agricoles, ratifié par la loi n° 62-18 du 21 mai 1962;

Vu le décret du 28 juin 1945, portant modification et codification des textes relatifs à la Caisse de Compensation, modifié et complété par le décret du 26 juin 1947, et notamment l'article 3 de ce dernier texte;

Vu le décret du 25 octobre 1951, portant modification du budget de l'exercice 1951-1952, et notamment son article 9, relatif à l'impôt sur les céréales et légumineuses;

Vu le décret du 31 mai 1956, relatif aux mesures propres à assurer l'équilibre financier du chemin de fer;

Vu le décret du 31 mai 1956, relatif aux transports de céréales et de produits de minoterie;

Vu le décret n° 66-331 du 26 août 1966, fixant le prix et les modalités de paiement, de stockage et de rétrocession des céréales fèves féveroles et pois-chiches pour la campagne 1966 — 1967;

Vu l'arrêté du 17 juillet 1952, relatif aux modalités de paiement des frais de transports des céréales de la récolte 1952, modifié par les arrêtés du 12 juillet 1956, et 6 juillet 1961;

Vu l'arrêté du 25 mai 1955, relatif à la livraison et à la circulation des céréales en Tunisie modifié par les arrêtés des 12 août 1959 et 6 juillet 1961;

Vu l'avis du Secrétaire d'Etat au Plan et à l'Economie Nationale,

Décrétons :

TITRE PREMIER

PRIX A LA PRODUCTION

Blé dur

ARTICLE PREMIER. — Le prix de base à la production du quintal de blé dur, sain, loyal et marchand, de la récolte 1967, est fixé à 4 D, 800.

Ce prix s'entend pour un blé de poids spécifique compris entre 76 kg. 500 et 77 kg. 499, rendu sur wagon-gare ou magasin de l'organisme stockeur, dans la localité la plus proche du lieu de production ou pour parité de ces conditions.

Le poids spécifique sera déterminé à l'aide de la trémie conique de 50 litres.

ART. 2. — Les bonifications et réactions à apporter au prix de base sont calculées selon le barème ci-après, la valeur de l'unité étant fixée à 4 m, 8.

1° BONIFICATIONS

A. — Pour poids spécifique

Pour chaque tranche ou fraction de tranche de 250 grammes :

- De 77,5 à 81,999 : bonification de 3,3 unités.
- De 82 à 82,999 : bonification de 1,8 unité.
- De 83 à 83,999 : bonification de 1 unité.

B. — Pour faible proportion de mitadin

Blé dont l'indice Nottin comprenant le blé tendre compté comme mitadin 100 pour 100, tant qu'il ne dépasse pas la proportion maxima de 2,5 %, se situe entre :

- 12 et 11,01 : bonification de 1,3 unité.
- 11 et 10,01 : bonification de 2,6 unités.
- 10 et 9,01 : bonification de 3,9 unités.
- 9 et au-dessous : bonification de 5,2 unités.

C. — Pour faible proportion d'impuretés

-- De 1,25 à 1,01 % d'impuretés : bonification de 2,5 unités.

-- De 1 à 0,76 % d'impuretés : bonification de 5 unités.

-- De 0,75 à 0,51 % d'impuretés : bonification de 7,5 unités.

A partir de 0,5 % et au-dessous : bonification de 14 unités.

2° RÉACTIONS

Le prix de base du quintal doit être, s'il y a lieu, diminué des réactions suivantes :

A. — Pour poids spécifique

Pour chaque tranche ou fraction de tranche de 250 grammes :

- De 76,499 à 76 kg. : réaction de 5 unités,
- De 75,999 à 75 kg. : réaction de 7,5 unités,
- De 74,999 à 74 kg. : réaction de 10 unités.

Au-dessous de 74 kg. : réaction à débattre entre vendeur et acheteur.

B. — Pour présence de blé tendre

et forte proportion de mitadin

Jusqu'à une proportion de 2,5 %, le blé tendre entre dans le calcul de l'indice Nottin, en étant assimilé à un blé dur mitadiné à 100 %.

Lorsqu'un lot compte une proportion de blé tendre supérieure à 2,5 % le blé tendre est décompté à part et donne lieu jusqu'à 5 %, à une réaction de 0,5 unité par tranche ou fraction de tranche de 250 grammes.

Lorsqu'une proportion de blé tendre est supérieure à 5 %, la réaction est à débattre entre vendeur et acheteur. Dans le cas où l'acheteur est un fabricant de semoule, celui-ci a la faculté de refuser le lot.

Réactions applicables pour indice Nottin supérieur à 13 (compris éventuellement le blé tendre indiqué ci-dessus).

- Indice 13,01 à 14 : réaction de 1,3 unité,
- Indice 14,01 à 15 : réaction de 2,8 unités,
- Indice 15,01 à 16 : réaction de 4,5 unités,
- Indice 16,01 à 17 : réaction de 6,4 unités,
- Indice 17,01 à 18 : réaction de 8,5 unités,
- Indice 18,01 à 19 : réaction de 11 unités,
- Indice 19,01 à 20 : réaction de 13,5 unités,

- Indice 20,01 à 21 : réaction de 16,5 unités,
- Indice 21,01 à 22 : réaction de 19,5 unités,
- Indice 22,01 à 23 : réaction de 23 unités,
- Indice 23,01 à 24 : réaction de 26,5 unités,
- Indice 24,01 à 25 : réaction de 30,5 unités,
- Indice 25,01 à 26 : réaction de 34 unités,
- Indice 26,01 à 27 : réaction de 38 unités,
- Indice 27,01 à 28 : réaction de 42 unités,
- Indice 28,01 à 29 : réaction de 46 unités,
- Indice 29,01 à 30 : réaction de 50 unités,
- Indice 30,01 à 31 : réaction de 55 unités,
- Indice 31,01 à 32 : réaction de 60 unités,
- Indice 32,01 à 33 : réaction de 65 unités,
- Indice 33,01 à 34 : réaction de 70 unités,
- Indice 34,01 à 35 : réaction de 75 unités,

Les blés d'indice supérieur à 35 subiront uniformément une réaction de 80 unités.

C. — Pour forte proportion de criblures

Utiliser le crible de tôle perforé de trous rectangulaires de 20 m/m × 2,1 m/m en l'agitant uniquement suivant un plan horizontal.

Classer le dessous de crible obtenu en trois lots :

-- Les grains petits, mais normaux, qui sont à reverser à la masse, sans réactions;

-- Les grains cassés;

-- Les grains maigres, appréciés par référence aux standards établis par l'Office des Céréales.

La tolérance en grains cassés et grains maigres additionnés est de 4 %, dont 1 % au maximum de grains maigres.

Au delà, pour chaque tranche ou fraction de tranche de 250 grammes, réaction de :

- Pour les grains cassés : 1,8 unité,
- Pour les grains maigres : 2,3 unités.

D. — Pour forte proportion de grains farineux

(autres que le blé tendre ou mitadin)

Tolérance : 1 %.

Pour chaque tranche ou fraction de tranche de 250 grammes :

-- De 1,01 % à 5 % : réaction de 1,5 unité.

A partir de 5,01 % : réaction de 2,5 unités.

E. — Pour forte proportion de grains de blé dur roux

(Red Durum)

Tolérance : 3 %.

Au delà : réaction à débattre entre vendeur et acheteur.

F. — Pour forte proportion de grains mouchetés

(germe noirci, ou sillon noirci, ou germe et sillon noirci)

-- Grains faiblement atteints : pas de réaction.

-- Grains dont le germe est fortement atteint seul.

Tolérance : 5 %.

Au delà : réaction de 1,5 unité, par tranche de 250 grammes.

-- Grains dont le sillon est fortement atteint.

Tolérance : 2,5 %.

Au delà : réaction de 2,25 unités, par tranche de 250 grammes.

G. — Pour forte proportion de grains boutés

(brosse noirci)

-- Grains faiblement boutés : pas de réaction.

-- Grains fortement boutés : tolérance 6 %.

Au delà : réaction de 0,75 unité par kilo.

L'appréciation du degré d'atteinte, pour les grains mouchetés ou boutés, doit se faire par comparaison avec des standards délivrés par l'Office des Céréales.

H. — Pour forte proportion de grains cariés
(amande atteinte)

Tolérance : 0,5 %.

Au delà : réfaction à débattre entre vendeur et acheteur.

I. — Pour forte proportion de grains punaisés

Tolérance : 2 %.

Au delà : réfaction à débattre entre vendeur et acheteur.

J. — Pour forte proportion de grains
attaqués par le charançon et l'alucite

Tolérance : 0,5 %.

— De 0,51 à 1 % de grains attequés, réfaction de 2 unités.

— De 1,01 à 1,5 % de grains attequés, réfaction de 6 unités.

— De 1,51 à 2 % de grains attequés, réfaction de 12 unités.

Au delà de 2 %, réfaction à débattre entre vendeur et acheteur.

K. — Pour forte proportion de grains nuisibles

1° Ail :

Tolérance : 1 gramme pour 100 kilogrammes.

— De 1 à 10 grammes pour 100 kilogrammes, réfaction de 5 unités.

— De 11 à 40 grammes pour 100 kilogrammes, réfaction de 10 unités.

— De 41 à 100 grammes pour 100 kilogrammes, réfaction de 15 unités.

Au delà de 100 grammes, le blé n'est plus considéré comme sain, loyal et marchand.

2° Fénugrec, ivraie, méteilot :

Tolérance : 0,05 % avec maximum de 0,01 % pour le fénugrec et l'ivraie réunis.

A partir de 0,051 % par tranche ou fraction de tranche de 50 grammes comprenant un maximum de 10 grammes de fénugrec et ivraie réunis, réfaction d'une unité.

Si la proportion de fénugrec et ivraie réunis excède en poids la proportion de un cinquième par rapport à l'ensemble des graines nuisibles, on ne comptera que le fénugrec et l'ivraie et on appliquera une réfaction d'une unité par tranche ou fraction de tranche de 15 grammes, au delà de la tolérance de 10 grammes prévue pour ces graines.

L. — Pour forte proportion d'impuretés diverses

(minérales, végétales ou animales)

comprenant toutes les impuretés

ne figurant pas au paragraphe précédent)

Tolérance : 1,5 %.

Au delà par tranche ou fraction de tranche de 250 grammes, réfaction de 3 unités.

M. — Non cumul des réfections

Au cas où un même grain offre à la fois plusieurs défauts faisant l'objet de réfections (exemple : grains à la fois cassés, mitadinés et boutés), seule la réfaction la plus forte est appliquée.

N. — Limite d'application du présent barème

Dans le cas où, par suite de l'application des bonifications et réfections du présent barème, un lot de blé dur atteindrait un prix inférieur à celui qu'il obtiendrait par l'application du barème établi pour les blés tendres de la récolte 1967, ce dernier barème devra être appliqué.

ART. 3. — Les producteurs de blé dur, pour leurs livraisons aux organismes stockeurs, comme les organismes stockeurs pour leurs ventes aux utilisateurs, ont la faculté de présenter leurs grains en lots homogènes, répondant aux caractéristiques des trois grades définis par le tableau annexé au présent décret.

Pour pouvoir bénéficier de cette faculté, un producteur devra toutefois, soit livrer en lots de 500 quintaux au minimum, soit livrer un lot unique correspondant à la totalité de son disponible avec, en ce cas, présentation de sa déclaration de récolte à l'appui.

ART. 4. — Le prix à la production du quintal de blé dur standardisé s'établit comme suit, rendu sur wagon-gare ou magasin de l'organisme stockeur, dans la localité la plus proche du lieu de production ou pour parité de ces conditions :

— Grade N° 1 : prix de base plus 104 unités.

— Grade N° 2 : prix de base plus 83 unités.

— Grade N° 3 : prix de base plus 67 unités.

Blé tendre

ART. 5. — Le prix de base à la production du quintal de blé tendre sain, loyal et marchand, de la récolte 1967, est fixé à 4 D, 300 pour un blé de poids spécifique compris entre 74 kg. 500 et 75 kg. 499, rendu sur wagon-gare ou magasin de l'organisme stockeur, dans la localité la plus proche du lieu de production ou par parité de ces conditions.

Le poids spécifique sera déterminé à l'aide de la trémie conique de 50 litres.

BONIFICATIONS ET RÉFACTIONS

ART. 6. — Le prix de base fixé à l'article précédent est affecté des bonifications et réfections indiquées ci-dessous.

1°) BONIFICATIONS

A. — Pour poids spécifique

De 75 kg. 500 à 78 kg. 499, bonification de 20 m. pour chaque tranche ou fraction de tranche de 500 gr.

De 78 kg. 500 à 79 kg. 999, bonification de 12,5 m. pour chaque tranche ou fraction de tranche de 500 gr.

A partir de 80 kg., bonification de 6 m. pour chaque tranche ou fraction de tranche de 500 gr.

B. — Pour valeur boulangère (W)

Les blés tendres « Florence Aurore » dont le W, déterminé par la méthode Chopin, sera reconnu supérieur à 150, bénéficieront d'une prime, pour valeur boulangère, fixée à 215 m. par quintal.

C. — Pour siccité

Les blés tendres dont la teneur en eau est inférieure à 12 %, pourront faire l'objet d'une prime de siccité, fixée comme suit :

— de 11,5 à 11,99 %, bonification de 20 m.

— De 11 à 11,49 %, bonification de 40 m.

— De 10,5 à 10,99 %, bonification de 60 m.

— Et ainsi de suite, en augmentant de 20 m. par demi-point.

2°) RÉFACTIONS

A. — Pour poids spécifique

De 74 kg. 499 à 70 kg., réfaction de 20 m. pour chaque tranche ou fraction de tranche de 500 gr.

De 69 kg. 999 à 67 kg., réfaction de 40 m. pour chaque tranche ou fraction de tranche de 500 gr.

Au-dessous de 67 kg., le blé n'est pas considéré comme sain, loyal et marchand.

B. — Pour humidité

Les blés tendres dont la teneur en eau est supérieure à 16,5 %, pourront faire l'objet d'une réfaction pour humidité fixée comme suit :

- De 16,51 à 17 % d'humidité : réfaction de 40 m.
- De 17,01 à 17,5 % d'humidité : réfaction de 80 m.
- De 17,51 à 18 % d'humidité : réfaction de 120 m.
- De 18,01 à 18,5 % d'humidité : réfaction de 160 m.
- De 18,51 à 19 % d'humidité : réfaction de 200 m.

Au delà de 19 % d'humidité, le blé n'est plus considéré comme sain, loyal et marchand.

C. — Pour impuretés

Tolérance de 2 %, dont 1 % au maximum d'impuretés proprement dites (matières inertes, débris végétaux, grains sans valeur, grains chauffés et grains germés).

Au-dessus de la tolérance et jusqu'à 5 % :

a) Impuretés proprement dites :

- De 1,01 à 2 % : réfaction de 40 m. par quintal.
- De 2,01 à 3 % : réfaction de 80 m. par quintal.
- De 3,01 à 4 % : réfaction de 120 m. par quintal.
- De 4,01 à 5 % : réfaction de 160 m. par quintal.

Au delà de 5 %, la réfaction sera fixée d'un commun accord, entre acheteur et vendeur.

b) Graines étrangères utilisables pour le bétail :

- Au-dessus de la tolérance et jusqu'à 3 % : réfaction de 20 m. par quintal.
- De 3,01 à 4 % : réfaction de 40 m. par quintal.
- De 4,01 à 5 % : réfaction de 60 m. par quintal.

Au delà de 5 %, la réfaction sera fixée d'un commun accord, entre acheteur et vendeur.

D. — Pour blés cassés et petits grains

Utiliser le crible de tôle perforé de trous rectangulaires de $20 \text{ m}^2 \times 2,1 \text{ m}^2$, en l'agitant uniquement suivant un plan horizontal.

Classer le dessous du crible obtenu en trois lots :

- Les grains petits, mais normaux qui sont à reverser à la masse sans réfaction;
- Les grains cassés;
- Les grains maigres, appréciés par référence aux standards établis par l'Office des Céréales.

La tolérance en grains cassés et grains maigres additionnés est de 5 %.

Au delà de 5 %, la réfaction sera fixée comme suit :

- De 5,01 à 6 % : réfaction de 20 m. par quintal.
- De 6,01 à 7 % : réfaction de 40 m. par quintal.
- De 7,01 à 8 % : réfaction de 60 m. par quintal.

Lorsque le pourcentage total d'impuretés, de blés cassés et de grains maigres dépasse 8 %, la réfaction peut être déterminée d'un commun accord, entre acheteur et vendeur.

Lorsqu'il ne dépasse pas 7 %, dont 2 % maximum d'impuretés constituées, pour la moitié au plus, par des impuretés proprement dites, aucune réfaction ne sera appliquée.

E. — Pour fénugrec

- De 1 à 10 gr. pour 100 kg., réfaction de 40 m. par quintal.
- De 11 à 40 gr. pour 100 kg., réfaction de 80 m. par quintal.
- De 41 à 100 gr. pour 100 kg., réfaction de 120 m. par quintal.
- De 101 à 150 gr. pour 100 kg., réfaction de 160 m. par quintal.
- De 151 à 200 gr. pour 100 kg., réfaction de 200 m. par quintal.
- De 201 à 250 gr. pour 100 kg., réfaction de 240 m. par quintal.

Au-dessus de 250 grammes pour 100 kg., la réfaction supplémentaire est fixée d'un commun accord, entre acheteur et vendeur.

F. — Pour ail, mélampyre et grains nuisibles divers

- De 1 à 10 gr. pour 100 kg., réfaction de 20 m. par quintal.
- De 11 à 40 gr. pour 100 kg., réfaction de 40 m. par quintal.
- De 41 à 100 gr. pour 100 kg., réfaction de 60 m. par quintal.
- De 101 à 150 gr. pour 100 kg., réfaction de 80 m. par quintal.
- De 151 à 200 gr. pour 100 kg., réfaction de 100 m. par quintal.
- De 201 à 250 gr. pour 100 kg., réfaction de 120 m. par quintal.

Au-dessus de 250 grammes pour 100 kg., la réfaction supplémentaire est fixée d'un commun accord, entre acheteur et vendeur.

G. — Pour méteilot et ivraie

Tolérance : 50 grammes pour 100 kg. de blé.

— De 50 à 300 grammes : réfaction de 20 m. par tranche ou fraction de tranche de 50 grammes.

Au-dessus de 300 grammes, la réfaction à appliquer sera fixée d'un commun accord, entre acheteur et vendeur.

H. — Pour les blés cariés, boutés, mouchetés

Blés faiblement cariés, boutés, mouchetés, avec légère odeur, réfaction variant de 40 m. à 80 m. par quintal.

Blés moyennement cariés, avec forte odeur, réfaction variant de 80 m. à 160 m. par quintal.

L'appréciation du degré d'atteinte pour les blés cariés, boutés ou mouchetés doit se faire par comparaison avec les standards établis par l'Office des Céréales.

Les blés pour lesquels une réfaction supérieure semblerait justifiée, seront soumis à l'appréciation de l'Office des Céréales, qui, pour chaque lot, fixera le montant de la réfaction à appliquer.

I. — Pour les blés piqués et charançonnés

Tolérance : 2 %.

- De 2,01 à 5 % : réfaction de 20 m. par quintal.
- De 5,01 à 10 % : réfaction de 40 m. par quintal.
- De 10,01 à 30 % : réfaction de 100 m. par quintal.

A partir de 30,01 %, la réfaction sera fixée d'un commun accord, entre acheteur et vendeur.

J. — Pour les blés punaisés

Tolérance : 2 %.

- De 2,01 à 2,5 % : réfaction de 40 m.
- De 2,51 à 3 % : réfaction de 60 m.

Au delà de 3 %, la réfaction sera fixée d'un commun accord, entre acheteur et vendeur.

Orge

ART. 7. — Le prix de base de l'orge, saine, loyale et marchande, de la récolte 1967, d'un poids spécifique compris entre 58 kg. 500 et 58 kg. 999, à payer aux producteurs, est fixé à 2 D, 800 le quintal, rendu sur wagon-gare ou magasin de l'organisme stockeur, dans la localité la plus proche du lieu de production, ou pour parité de ces conditions.

ART. 8. — Les bonifications ou réfections à appliquer au prix de base seront déterminées, conformément au barème ci-dessous.

1° BONIFICATIONS

A. — Pour poids spécifique

— A partir de 59 kg. et jusqu'à 65 kg. 999, bonification, par quintal d'orge, de 12 millimètres par tranche ou fraction de tranche de 500 grammes.

— A partir de 66 kg., et jusqu'à 68 kg. 499, bonifica-

tion de 8 millimes par tranche ou fraction de tranche de 500 grammes.

— A partir de 68 kg. 500, bonification de 6 millimes par tranche ou fraction de tranche de 500 grammes.

B. — Pour variétés « Brasserie »

Les orges dites de « Brasserie » bénéficient d'une prime, librement débattue entre acheteur et vendeur, à condition de répondre aux caractéristiques suivantes :

— Poids spécifique : 68 kg. à l'hectolitre.

— Faculté germinative après 120 heures, au moins égale à 92 % de la totalité des grains (orgettes et grains étrangers non compris).

2° RÉFACTIONS

A. — Pour poids spécifique

Au-dessous de 58 kg. 500, réfaction, par quintal d'orge, de 12 millimes par tranche ou fraction de tranche de 500 grammes.

B. — Pour impuretés

Tolérance : 2 % dont, au maximum, 1 % de matières inertes et graines sans valeur.

Au-dessus de la tolérance et jusqu'à 5 % :

— 12 millimes par tranche ou fraction de tranche de 500 grammes de matières inertes et graines sans valeur.

— 6 millimes par tranche ou fraction de tranche de 500 grammes de graines utilisables pour le bétail.

De 5,01 à 7 % :

— 24 millimes par tranche ou fraction de tranche de 500 grammes de matières inertes et graines sans valeur.

— 12 millimes par tranche ou fraction de tranche de 500 grammes de graines utilisables pour le bétail.

Au delà de 7 %, la réfaction à appliquer sera fixée d'un commun accord, entre acheteur et vendeur.

Fèves et féveroles

ART. 9. — Le prix de base des fèves et féveroles de la récolte 1967 à payer aux producteurs, est fixé comme suit :

— Fèves 4 D. 300 le quintal.

— Féveroles 3 D. 000 le quintal.

Ces prix s'entendent pour une marchandise de qualité loyale et marchande rendue sur wagon ou en magasin de l'organisme acheteur le plus proche du lieu de production ou pour parité de ces conditions.

ART. 10. — Les prix de base fixés à l'article précédent sont affectés des bonifications et réfections indiquées ci-dessous :

1°) Bonifications

a) Pour faible proportion d'impuretés :

De 1, 50 à 1, 01 % : 20 millimes par quintal.

De 1 à 0, 51 % : 50 millimes par quintal.

b) Pour faible proportion de petites fèves de grosseur inférieure à 14 m/m :

Au dessous de 25 % : bonification de 12 millimes par point et par quintal.

c) Pour fèves à gros grains :

Les fèves à gros grains dites « géantes » bénéficient d'une prime librement débattue entre acheteur et vendeur, à condition de répondre aux caractéristiques suivantes :

— Longueur minimum de grain : 20 m/m correspondant au refus du crible 40 et au dessus.

— Taux d'impuretés (matières inertes et graines étrangères) inférieurs à 0,5 %.

— Présence de grains de dimensions inférieures : 1 % maximum.

2°) Réfections

a) Pour impuretés diverses :

— Tolérance : 2 %.

Au dessus de la tolérance et jusqu'à 4 % : 20 millimes pour les fèves et 15 millimes pour les féveroles, par tranche ou fraction de tranche de 500 grammes.

De 4,01 à 6 % 40 millimes pour les fèves et 30 millimes pour les féveroles, par tranche ou fraction de tranche de 500 grammes.

Au delà de 6 %, la réfaction à appliquer sera fixée d'un commun accord entre acheteur et vendeur.

b) Pour grains cassés :

— Tolérance 2 %.

Au dessus de la tolérance et jusqu'à 6 % : 10 millimes par tranche ou fraction de tranche de 500 grammes.

Au-delà de 6 %, la réfaction à appliquer sera fixée d'un commun accord entre acheteur et vendeur.

c) Pour grains parasites :

— Tolérance : 2 %.

Au dessus de la tolérance et jusqu'à 5 % : réfaction de 6 millimes pour les fèves et 4 millimes pour les féveroles, par tranche ou fraction de tranche de 500 grammes.

Au-delà de 5 %, la réfaction à appliquer sera fixée d'un commun accord entre acheteur et vendeur.

d) Pour forte proportion de fèves à petits grains de grosseur inférieure à 14 m/m :

— Tolérance : 25 %.

Au dessus de 25 % : réfaction de 6 millimes par tranche ou fraction de tranche de 500 grammes.

Pois-chiches

ART. 11. — Le prix de base des pois-chiches sains, loyaux et marchands de la récolte 1967, à payer aux producteurs est fixé à 5 D, 500 le quintal rendu sur wagon, ou en magasin de l'organisme acheteur le plus proche du lieu de production ou pour parité de ces conditions.

ART. 12. — Le prix de base fixé à l'article précédent est affecté des bonifications et réfections indiquées ci-dessous :

1°) Bonifications

a) Pour faible proportion d'impuretés :

De 0,75 à 0,51 % 50 millimes par quintal.

De 0, 50 à 0,25 % 100 millimes par quintal.

b) Pour pois-chiches à gros grains

Les pois-chiches à gros grains bénéficient d'une prime librement débattue entre acheteur et vendeur, à condition de répondre aux caractéristiques suivantes :

— Grosseur minimum du grain : 9 m/m correspondant au refus du crible N° 31.

— Taux d'impuretés (matières inertes et graines étrangères) inférieurs à 0,25 %.

— Présence de grains maigres, ridés et colorés : 1 % maximum.

2°) Réfections

a) Pour impuretés diverses :

— Tolérance : 1 %.

— Au dessus de la tolérance et jusqu'à 3 % : 25 millimes par tranche ou fraction de tranche de 250 grammes.

Au-delà de 3 %, la réfaction à appliquer, sera fixée d'un commun accord, entre acheteur et vendeur.

b) Pour grains cassés :

— Tolérance : 2 %.

Au dessus de la tolérance et jusqu'à 10 % : réfaction de 25 millimes par tranche ou fraction de tranche de 500 grammes.

c) Pour forte proportion de grains maigres de grosseur inférieure à 7 m/m :

— Tolérance : 10 %.

Au-dessus de la tolérance et jusqu'à 20 % : réfaction de 20 millimètres par tranche ou fraction de tranche de 500 grammes.

Au-delà de 20 % : la réfaction à appliquer sera fixée d'un commun accord entre acheteur et vendeur.

d) Pour grains parasités :

— Tolérance : 1 %.

Au-dessus de la tolérance et jusqu'à 5 %, réfaction de 25 millimètres par tranche ou fraction de tranche de 500 grammes.

Au-delà de 5 % : la réfaction à appliquer sera fixée d'un commun accord entre acheteur et vendeur.

e) Pour présence de grains colorés et ridés :

— Tolérance : 5 %.

Au-dessus de la tolérance et jusqu'à 15 %, réfaction de 25 millimètres par tranche ou fraction de tranche de 500 grammes.

Au-delà de 15 %, la réfaction à appliquer sera fixée d'un commun accord entre acheteur et vendeur.

Dispositions communes

ART. 13. — Toutes les fois que la réfaction à appliquer doit être fixée d'un commun accord, entre l'acheteur et le vendeur, et que cet accord ne se réalise pas, l'arbitrage de l'Office des Céréales pourra être demandé concurremment par les deux parties.

Dans cette hypothèse, l'acheteur et le vendeur devront accepter, irrévocablement, le résultat de l'arbitrage.

Fermages

ART. 14. — Les prix de base du quintal de blé dur, de blé tendre et d'orge, servant au calcul des fermages et des paiements en espèces prévus à la parité du prix du blé, aux termes des conventions en cours, sont fixés respectivement à 4 D, 800 pour le blé dur, à 4 D, 300 pour le blé tendre et à 2 D, 800 pour l'orge.

Ces prix sont diminués de la taxe de statistique et de l'impôt tels qu'ils figurent à l'article 22 ci-après :

Le montant des fermages s'établit donc à :

- 4 D, 446 pour le blé dur,
- 3 D, 979 pour le blé tendre,
- 2 D, 579 pour l'orge.

Prime de prompt livraison

ART. 15. — Une prime uniforme de prompt livraison sera versée aux producteurs de blé dur, dans les conditions ci-après :

1°) pour les livraisons effectuées jusqu'au 31 juillet 1967 inclus : 300 millimètres par quintal;

2°) pour les livraisons effectuées du 1^{er} au 15 août 1967 inclus : 100 millimètres par quintal.

TITRE II

PAIEMENT — RETROCESSION — STOCKAGE

ART. 16. — Le taux de la taxe de statistique, institué par le décret du 6 octobre 1949, est fixé à 35 millimètres par quintal de blé dur, de blé tendre, d'orge, de fèves, de féveroles et de pois-chiches, de la récolte 1967.

ART. 17. — Les prix normaux de rétrocession du blé dur, du blé tendre, de l'orge, des fèves, des féveroles, des pois-chiches par les organismes stockeurs comprennent :

a) le prix de base fixé par les articles 1, 5, 7, 9 et 11 ci-dessus;

b) la marge brute de rétrocession des organismes stockeurs fixée à :

- 311 millimètres par quintal de blé dur;
- 266 millimètres par quintal de blé tendre;
- 236 millimètres par quintal d'orges;
- 266 millimètres par quintal de fèves;
- 250 millimètres par quintal de féveroles;
- 311 millimètres par quintal de pois-chiches.

c) la péréquation de transport fixée à 160 millimètres par quintal de céréales et de légumineuses.

Dans ces conditions, les prix normaux de rétrocession sont fixés comme suit :

- Blé dur 5 D, 271 par quintal.
- Blé tendre 4 D, 726 par quintal.
- Orge 3 D, 196 par quintal.
- Fèves 4 D, 726 par quintal.
- Féveroles 3 D, 410 par quintal.
- Pois-chiches 5 D, 971 par quintal.

Ces prix seront éventuellement modifiés, en fonction des bonifications et réfections déterminées conformément aux dispositions du présent décret.

Blé dur standardisé

- Grade N° 1 : 5 D, 770 par quintal.
- Grade N° 2 : 5 D, 670 par quintal.
- Grade N° 3 : 5 D, 593 par quintal.

Tous ces prix de rétrocession s'entendent pour les céréales et les légumineuses livrées dans les sacs de l'acheteur, à la porte des magasins des organismes stockeurs, port tunisien ou parité.

ART. 18. — Par dérogation aux dispositions qui précèdent, les prix de rétrocession des céréales et légumineuses livrées sur autorisation de l'Office des Céréales, à la consommation en grains ou en semences sur les lieux de production, ne comprendront pas la péréquation de transport, prévue au paragraphe « c » de l'article 17 ci-dessus.

Calibrage des fèves et des pois-chiches

ART. 19. — La vente à la consommation des fèves et des pois-chiches de la récolte 1967 non calibrés, est interdite.

Les opérations de calibrage seront effectuées par l'Office des Céréales, Légumineuses Alimentaires et Autres Produits Agricoles, par les coopératives agréées, suivant autorisation spéciale qui leur sera accordée par l'Office sous réserve d'engagement préalable de traiter la totalité de leur commercialisation et de rétrocéder à la consommation des produits calibrés dans les conditions fixées à l'article 20 ci-après.

Les coopératives non équipées pour effectuer les opérations de calibrage bénéficieront d'une garantie de reprise par l'Office des Céréales sous réserve d'engagement préalable de livrer la totalité de leurs achats à l'Office des Céréales, conformément à la cadence de livraison arrêtée par ce dernier, aux prix de rétrocession fixés à l'article 17 ci-dessus.

ART. 20. — Les prix normaux de rétrocession à la consommation des produits calibrés sont fixés comme suit :

Fèves calibrées

— Fèves « gros grains » : grosseur minimum 17 m/m correspondant au calibre 38 et au-dessus : 6 D, 500 le quintal.

— Fèves moyennes : grosseur minimum 15 m/m correspondant au calibre 37 et au-dessus : 6 D, 000 le quintal.

— Fèves de consommation courante : grosseur minimum 14 m/m correspondant au calibre 36 et au-dessus : 5 D, 000 le quintal.

— Fèves marchandes : 3 D, 410 le quintal.

Pois-chiches calibrés

— Pois-chiches « gros grains » grosseur minimum 9 m/m correspondant au calibre 31 et au-dessus : 8 D, 500 par quintal.

— Pois-chiches moyens : grosseur minimum 8 m/m correspondant au calibre 29/30 : 7 D, 500 par quintal.

— Pois-chiches de consommation courante : grosseur minimum 7 m/m correspondant au calibre 27/28 : 7 D, 000 par quintal.

— Pois-chiche pour torréfaction : 6 D, 500 par quintal.

Ces prix s'entendent pour une marchandise nue, prise et agréée dans les magasins du vendeur, situés dans le périmètre communal de Tunis.

Agréage des céréales et légumineuses exportées ou importées

ART. 21. — Les céréales et les légumineuses alimentaires destinées à l'exportation ou provenant de l'importation dans le cadre du monopole dévolu à l'Office des Céréales par l'article 2 du décret-loi susvisé N° 62-10 du 3 avril 1962, feront l'objet d'un agréage en poids et qualité sur les quais des ports tunisiens.

Obligations des organismes stockeurs

ART. 22. — Les organismes acheteurs versent à l'Office des Céréales, Légumineuses Alimentaires et Autres Produits Agricoles :

I. - par quintal de blé dur, de blé tendre, d'orge, de fèves, de féveroles et de pois-chiches, reçu par eux, et par prélèvement sur le prix payé aux producteurs ou détenteurs :

a) la taxe de statistiques de 35 millimes prévue à l'article 18 ci-dessus. Le montant des recouvrements effectués à ce titre sera pris en charge, en recettes, au budget de l'Office des Céréales dans les conditions suivantes :

— 27 m, 00 au profit du compte « frais de fonctionnement ».

— 6 m, 50 au profit du compte « Fonds Spécial de l'Office des Céréales ».

— 1 m, 50 au profit du compte « Amélioration de la culture du blé et des légumineuses alimentaires ».

b) l'impôt sur les céréales prévu à l'article 8 du décret susvisé du 25 octobre 1951, majoré :

1°) du décime prévu à l'article 13 du décret du 30 juin 1956, portant fixation du budget ordinaire pour l'exercice 1956-1957;

2°) du décime prévu à l'article 8 paragraphe 1 de la loi N° 64-59 du 31 décembre 1964, portant loi de finances pour la gestion 1965.

3°) de la Contribution Exceptionnelle de 10 % au profit du fonds de la Défense Nationale, prévue par l'article 10 de la loi N° 59-42 du 30 mars 1959, portant fixation du budget ordinaire pour la gestion 1959-1960, reconduite en dernier lieu par la loi N° 66-79 du 29 décembre 1966.

Le montant des recouvrements effectués à ce titre par l'Office des Céréales sera reversé à la Trésorerie Générale de Tunisie.

II. - a) par quintal de blé dur, de blé tendre, de fèves et de pois-chiches reçu par eux et par prélèvement sur le prix payé aux producteurs ou détenteurs, une somme de 100 millimes.

b) par quintal d'orge et de féveroles reçu par eux et par prélèvement sur le prix payé aux producteurs ou détenteurs, une somme de 50 millimes.

Le montant des recouvrements effectués à ce titre sera pris en charge, en recettes, au budget de l'Office des céréales.

Un arrêté du Secrétaire d'Etat au Plan et à l'Economie Nationale fixera les modalités d'emploi des montants sus-indiqués.

III. - Par quintal de blé dur, de blé tendre, d'orge, de fèves, de féveroles et de pois-chiches rétrocédés et par prélèvement sur la marge de rétrocession incluse dans les prix fixés à l'article 17 ci-dessus.

a) une somme destinée à couvrir les primes prévues à l'article 25 ci-après fixée à :

-- 195 millimes par quintal de blé dur.

-- 150 millimes par quintal de blé tendre.

-- 120 millimes par quintal d'orge.

-- 150 millimes par quintal de fèves.

-- 134 millimes par quintal de féveroles.

-- 195 millimes par quintal de pois-chiches.

Le montant des recouvrements effectués à ce titre sera pris en charge, en recettes, au compte du budget de l'Office des Céréales, intitulé « Soutien du Marché des Céréales ».

b) une somme de 20 millimes, destinée à alimenter le compte du budget de l'Office des Céréales, intitulé « Fonds d'Equiperment de l'Office des Céréales ».

IV. - Par quintal de fèves calibrées et de pois-chiches calibrés rétrocédés à la consommation :

une somme de 84 millimes pour les fèves et de 954 millimes pour les pois-chiches à prélever sur le prix de rétrocession.

Le montant des recouvrements effectués à ce titre sera pris en charge en recettes, au compte du budget de l'Office des Céréales, intitulé « Soutien du Marché des Céréales ».

V. - Par quintal de blé tendre et de blé dur, livrés directement de la culture en minoterie ou en semoulerie, une somme de 45 millimes à prélever sur la marge de rétrocession, à prendre en charge au compte du budget de l'Office des Céréales, intitulé « Fonds Spécial de l'Office des Céréales ».

ART. 23. — A compter du 1^{er} juin 1967, pour couvrir les frais de financement, de magasinage, d'entretien et de conservation des blés tendres, des blés durs, des orges, des fèves, des féveroles et des pois-chiches de la récolte 1967, les organismes stockeurs recevront une prime calculée sur les stocks en magasins à la fin de la journée, le 15 et le dernier jour de chaque mois.

Le taux de cette prime bi-mensuelle est fixé comme suit :

— 14 m par quintal de blé dur.

— 12 m 50 par quintal de blé tendre.

— 10 m par quintal d'orge.

— 12 m 50 par quintal de fèves.

— 16 m par quintal de pois-chiches.

— 11 m par quintal de féveroles.

ART. 24. — Le règlement des primes prévues à l'article précédent, au profit des organismes acheteurs sera effectué par l'Office des Céréales, sur présentation des mémoires mensuels, établis en 4 exemplaires, conformément aux modèles déposés à l'Office des Céréales, remis ou transmis à cet organisme avant le 15 de chaque mois, pour le mois précédent.

Ces mémoires devront être accompagnés d'un relevé établi en 4 exemplaires indiquant, par variété de céréales et de légumineuses et par quinzaine, le stock au début de chaque quinzaine, les quantités reçues et les quantités livrées au cours de la quinzaine, ainsi que le stock en fin de quinzaine.

Les céréales et légumineuses commercialisées directement par l'Office des Céréales donneront lieu à l'établissement de mémoires mensuels, ne faisant apparaître que le stock existant au début de chaque mois, le montant global des entrées et sorties du mois et le stock en fin de mois, pour l'ensemble de ses centres d'achat et de stockage.

Les primes y afférentes seront calculées sur le stock existant en fin de mois, au taux mensuel de 28 m. par quintal de blé dur, 25 m. par quintal de blé tendre, 20 m. par quintal d'orge, 25 m. par quintal de fèves, 22 m. par quintal de féveroles, 32 m. par quintal de pois-chiches.

L'inexécution dans un délai de 15 jours, des ordres de livraison, notifiés par l'Office des Céréales pourra donner lieu à la suppression des primes de magasinage, relatives aux quantités de légumineuses non livrées.

Les organismes stockeurs devront joindre, à l'appui de ces mémoires mensuels, la justification du paiement des sommes dues au titre des versements visés aux paragraphes I, II a et b, III a et b, IV et V de l'article 22 ci-dessus.

Tout retard apporté au paiement des sommes visées à l'alinéa précédent entraînera la réduction d'office du montant du ou des mémoires correspondants, à raison de 10 % pour chaque mois de retard.

ART. 25. — Le montant des primes de prompt livraison, prévues à l'article 15 ci-dessus, sera remboursé aux organismes stockeurs, sur production, à l'Office des Céréales, d'un mémoire en triple exemplaire, appuyé de toutes pièces justifiant que les quantités de blé dur pour lesquelles la prime aura été versée, ont bien été reçues aux dates indiquées.

ART. 26. — Le montant des primes prévues aux articles 23, 24 et 25 ci-dessus sera imputé au compte du budget de l'Office des Céréales, intitulé « Soutien du Marché des Céréales ».

TITRE III

Dispositions diverses

ART. 27. — Les organismes stockeurs, les minotiers, les semoulières et tout détenteur, à quelque titre que ce soit, de blé dur, blé tendre, orge, fèves, féveroles et pois-chiches des récoltes 1966 et antérieures sont tenus, dans les huit jours qui suivront la publication du présent décret, de déclarer les stocks de ces produits qu'ils détenaient ou qui étaient en cours de transport à leur adresse le 14 juin 1967 au soir.

Ces déclarations devront être adressées en double exemplaire à l'Office des Céréales.

TITRE IV

ART. 28. — Les infractions au présent décret seront constatées poursuivies et punies conformément aux dispositions du décret-loi susvisé N° 62-10 du 3 avril 1962.

ART. 29. — Le Secrétaire d'Etat au Plan et à l'Economie Nationale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Fait à Tunis, le 3 juillet 1967

P. Le Président de la République Tunisienne :
Le Secrétaire d'Etat à la Présidence,
et par délégation.

BAHI LADGHAM.

ANNEXE

au décret N° 67-201 du 3 juillet 1967, fixant le prix et les modalités de paiement, de stockage et de rétrocession des céréales et des légumineuses pour la campagne 1967-1968

SPECIFICATIONS	GRADE N° 1	GRADE N° 2	GRADE N° 3	RAPPEL des caractéristiques du blé dur de base Récolte 1967
	Prime 104 unités	Prime 83 unités	Prime 67 unités	
1° Poids minimum, en kilogrammes, de l'hectolitre de blé..	82,5	81	80	76,5 à 77,49
2° Mitadin indice Nottin maximum, calculé en poids, comprenant du blé tendre considéré comme mitadin (100 % dans la limite de 1 %)	7	9	11	13
3° Pourcentage maximum, en poids, de grains maigres et de grains cassés, passant au travers du crible d'agrégage (20 m/m × 2,1 m/m)	2	2	3	4
4° Pourcentage maximum, en poids, de grains farineux, autres que le blé tendre ou mitadin	0,5	0,5	0,5	1
5° Pourcentage maximum, en poids, de grains roux (1) ..	1	1,5	2	3
6° Pourcentage maximum, en poids, de grains mouche- lés :				
— germe seul	2	3	3	5
— sillon	1	1	1	2,5
7° Pourcentage maximum, en poids, de grains boutés ...	2	3	4	6
8° Pourcentage maximum, en poids, de grains cariés	0,02	0,02	0,02	0,5
9° Pourcentage maximum, en poids, de grains punaisés ..	0,5	0,5	1	2
10° Pourcentage maximum, en poids, de grains attaqués par le charançon ou l'alucite	0,1	0,2	0,3	0,5
11° Pourcentage maximum, en poids, de graines nuisibles (ail, fénugrec, ivraie, mélilot) (2)	0,05	0,05	0,05	0,05
12° Pourcentage maximum, en poids, d'impuretés diverses, non prévues aux paragraphes précédents	0,5	0,5	0,5	1,5

(1) Il ne s'agit pas de blé dur appartenant à une variété du type ambré, même foncé, mais de grains durs appartenant à une variété du type roux (red durum).

(2) Dans ce pourcentage : ail, fénugrec et ivraie réunis ne peuvent dépasser la proportion de 0,01 %.